



**GOMIS-LACOMBE PAROLES DE BUTEURS**

MARDI 29 JANVIER 2013 N° 3486 68<sup>e</sup> ANNEE **2,20 €**

# FRANCE football

francefootball.fr



**AU CŒUR DE...**  
**Barça-Real**  
Le clasico  
de l'ombre

ALL: BMAGNE3,40 € | AUTRICHE3,40 € | BELGIQUE2,50 € | CANADA 4,05 \$CA | DOM 3,30 € | ESPAGNE 3,40 € | GRÈCE 3,80 € | ITALIE 3,30 € | JAPON 3,80 € | LUXEMBOURG 3,60 € | MAROC 2,7 MAD | PAYS-BAS 3,40 € | PORTUGAL CONT. 3,80 € | ROUMANIE 3,20 € | SUISSE 3,00 FS | TUNISIE 3,40 DIN | ISBN 0015-0857 | PHOTOS ALLANJOLINIC - ALEXMARTIN/L'ÉQUIPE



## MONDIAL 2022

# LE QATAR GATE

*France Football* a mené l'enquête sur la désignation, hors de toute logique apparente, du pays organisateur du Mondial 2022, effectuée douze ans avant la compétition. Le résultat est édifiant. Il dégage une odeur de scandale qui oblige à se poser la seule question qui vaille : ce vote doit-il être annulé ?

M 00705 - 3486 - F: 2,20 €







# 4 L'ÉVÉNEMENT

## QATAR

Et si on réattribuait le Mondial 2022 ?



### DÉBAT

Lacombe-Gomis, les secrets d'une paire de famille **24**



A LEX MARTIN

### AU CŒUR DE...

Barça B-Real B **34**



LAURENT ANGLU ET ROLLES

**22 | VOYAGE EN BALLON****27 | DÉCRYPTAGE**

Ils sont de loin les meilleurs

**28 | DOSSIER**

Mollo, y a un problème ?

**30 | ANALYSE**

OM, la grinta, mais pas que...

**32 | PORTRAIT**

Ocampos, taillé dans le Rocher

**38 | HORS JEU**

Diby, le survivant de Benghazi

**40 | TRANSFERTS**

Cissokho vers l'Angleterre ?

**44 | ACTU**

Résultats L1

**50 | Résultats L2****56 | Résultats étranger****62 | COURRIER****63 | TÉLÉ**

## ÉDITO **Par Gérard Ejnès**

# AUSSI NOIR QUE L'OR

L'ENQUÊTE QUE NOUS PUBLIONS AUJOURD'HUI EST EXEMPLAIRE.

Elle met en lumière des pratiques déviantes, des arrangements occultes, des conflits d'intérêts, des accommodements entre ennemis, des trahisons entre amis. L'attribution par la FIFA, dans une urgence incongrue, du Mondial 2022 au Qatar – douze ans avant la tenue de la compétition ! – était évidemment un très mauvais signe. Elle ne correspondait ni à une logique sportive, ni à une logique historique, ni à une logique géographique. Elle correspondait trop bien, en revanche, à une logique économique dans tous les sens du terme.

Car ici on croise des profils aussi étranges qu'inattendus : des lobbyistes surarmés qui « recrutent » jusqu'à Guardiola et Zidane, le gendre d'un ex-président de la FIFA, le président du Barça, un président de la République (française, la République), un ancien triple Ballon d'Or et son fils, des élus de haute volée quand ce n'est pas de « haut vol », des présidents de confédération qui confondent compromis et compromissions, pour ne pas parler de corruption, et, pour moraliser le scénario, un super enquêteur américain haut de gamme qui tente de déchirer l'opacité ambiante à la demande d'une Fédération

*« Derrière ce qui n'aurait dû être qu'une simple annonce réjouissante, c'est tout un système de type mafieux qui fut validé. »*

internationale qui n'en peut plus de faire le grand écart.

Le 2 décembre 2010 – c'est une date de coup d'État – on parla beaucoup de « surprise générale » pour commenter le choix du comité exécutif. La surprise n'était pourtant pas si générale que ça. Elle ne concernait pas, en tout cas, ceux qui connaissaient le résultat bien avant l'annonce faite par Sepp Blatter, un président de la FIFA un peu gêné aux entournures depuis qu'il traîne ce boulet en or massif.

Derrière ce qui n'aurait dû être qu'une simple annonce réjouissante, c'est tout un système de type mafieux qui fut validé ce jour-là au plus grand mépris d'un cahier des charges broyé sur l'autel du fric à tout va. Quand quelques consciences ne volent pas plus haut qu'au ras d'un gazon jailli du désert, la pieuvre richissime n'a pas de bien grands efforts à faire pour étendre ses ramifications sur le monde du sport, mais pas seulement du sport. Combien de gros contrats (et là nous ne parlons pas de football) ont-ils été signés dans la foulée de ce 2 décembre ?

Le récit que font Éric Champel et Philippe Auclair se lit comme un roman d'espionnage. On y découvre, au détour d'un paragraphe, cette phrase sortie de la bouche de Mark Pieth, un avocat suisse qui préside la commission indépendante de gouvernance de la FIFA, mise en place dans une autre forme d'urgence par Sepp Blatter, maître ès commissions indépendantes : « Dans cette affaire, personne n'est à l'abri. Pas même le président Blatter. » Et si le dossier Qatar 2022 était une bombe à retardement ? Et si, au bout du compte, le Mondial 2022 était réattribué ? Et si la morale triomphait ? ■

# Vendredi prochain

## TRANSFERTS

Les raisons de l'exode des Français





# QATAR ET SI ON RÉATTRI LE MONDIAL 2022 ?

PARCE QUE L'ATTRIBUTION SURPRISE au Qatar de l'organisation de la Coupe du monde 2022, il y a plus de deux ans, est suspectée d'avoir été entachée d'actes de collusion et de corruption que l'on recense ici, et parce que, aussi, les fortes chaleurs estivales posent de gros problèmes, au point d'envisager de déplacer l'épreuve en hiver, pourrait se poser l'hypothèse d'une inédite déprogrammation de la compétition qui ferait l'effet d'un retentissant coup de tonnerre dans le ciel de la FIFA.

**ENQUÊTE RÉALISÉE PAR** ÉRIC CHAMPEL ET PHILIPPE AUCLAIR,  
AVEC DOMINIQUE COURDIER, THIERRY MARCHAND,  
ÉRIC FROSIO AU BRÉSIL ET FLORENT TORCHUT EN ARGENTINE

**PHOTO** ALAIN MOUNIC

**L** n'est pas tout à fait 16 h 30, ce jeudi 2 décembre 2010, à Zurich, lorsque Sepp Blatter dévoile le nom du pays hôte de la Coupe du monde 2022. Au quatrième tour de scrutin, à la surprise générale, le Qatar a obtenu la majorité relative avec 14 voix, contre 8 aux États-Unis. Depuis plus d'une demi-heure, sur la chaîne Al-Jazira, l'information a déjà été éventée par l'un des dignitaires de ce minuscule pays du Golfe, d'une superficie de 11 437 km<sup>2</sup>, l'équivalent d'un département comme la Gironde ! Un peu plus de deux ans plus tard, le Qatar a beaucoup investi pour justifier ce choix, notamment en France en rachetant le Paris-Saint-Germain à l'été 2011 et en lançant une chaîne de sport. Il s'est porté candidat à l'organisation d'à peu près toutes les grandes compétitions internationales pour asseoir, a posteriori, sa légitimité et sa crédibilité. Mais le décalage subsiste et le doute est permis. Le choix de la Russie pour organiser la Coupe du monde 2018 porte lui aussi sa part de zones d'ombre et d'opacité. Mais la maison mère de l'ex-URSS – championne d'Europe des nations en 1960 – a un passé et une relation historique avec le football. Ce n'est pas le





# BUAIT



Doha, la capitale du Qatar, son million et demi d'habitants et ses 45 °C en été.





cas du cent douzième pays à l'indice FIFA au moment du vote – le cent sixième aujourd'hui. Cette « dictature éclairée », selon un fin connaisseur de la région, n'est pas plus performante sur l'échelle internationale du respect des droits de l'homme.

**LES ENVELOPPES DE 40 000 \$ ET LE MAIL POUR RIRE.** Au lieu de s'estomper avec les facéties du temps, le débat sur le choix du Qatar n'a cessé de rebondir au cours des derniers mois et semaines. Le 17 décembre 2012, Mohamed bin Hammam a démissionné « avec effet immédiat » de ses fonctions de président de la Confédération asiatique (AFC) et de membre du comité exécutif de la FIFA. Dans le même temps, le Qatar a été suspendu à vie pour des violations répétées de l'article 19 (conflit d'intérêts) du nouveau code de l'éthique. Au mois de juillet, le Tribunal arbitral du sport (TAS) avait levé la première suspension à vie prononcée à l'égard de Bin Hammam, candidat déclaré à la présidence de l'instance internationale en 2011. Le rapport du TAS souligne qu'aucune « preuve directe » de corruption ne lui a été fournie. Mais, dans son compte rendu, le TAS révèle la présence « d'un certain nombre d'enveloppes non marquées qui contenaient chacune 40 000 dollars (soit environ 29 700 €) et qui ont été distribuées aux délégués de l'Union caribéenne de football » lors d'une réunion à Trinité-et-Tobago, les 10 et 11 mai 2011. Une conférence à laquelle participait Mohamed bin Hammam, alors en campagne et adepte de ce genre de circuit financier (voir page 9). Comment imaginer qu'il n'a pas usé, en sous-main, de son influence et de sa force de persuasion lors du vote du 2 décembre 2010 ? D'autant que, selon nos sources, plusieurs autres membres du comité exécutif auraient également été présents dans l'avion de Bin Hammam lors de son déplacement à Trinité-et-Tobago. Un autre élément continue d'alimenter la controverse à propos de la désignation de ce micro-État de deux millions d'habitants. De nombreuses personnalités et anciens grands joueurs – Michel Platini, Franz Beckenbauer, Ruud Gullit notamment – militent avec insistance pour que la Coupe du monde 2022 ait lieu en hiver afin d'éviter les fortes chaleurs estivales – une moyenne de 41 °C à l'ombre en moyenne, plus de 50 °C en plein soleil. Fin décembre, à Dubaï, Platini a une nouvelle fois défendu cette alternative, « qui serait bénéfique pour tout le monde ». À cette occasion, le président de l'UEFA a aussi répété qu'ouvrir l'organisation à d'autres pays de la région « serait une bonne chose ». Entre présomptions de corruption, compromissions, contradictions, probable modification du cahier des charges et soudaine inondation de gazodollars, de multiples questions se posent quant à la pertinence et la transparence du vote surprise de décembre 2010. « Ils ont acheté le Mondial 2022 », avait écrit Jérôme Valcke, dans un mail adressé à Jack Warner, alors vice-président de la FIFA, en mai 2011. Pour étouffer la polémique, le secrétaire général avait aussitôt plaidé la méprise et évoqué « un ton léger », mais n'avait pas nié la réalité du courrier électronique. S'agissait-il vraiment d'une plaisanterie ? Voici des éléments de réponse.



Hamad bin Khalifa al-Thani avec Sepp Blatter, le jour de l'attribution du Mondial 2022, le 2 décembre 2010.

ANDREA'S MEIER/EO IMAGES/PRESSE SPORTS

## OUI, PARCE QU'IL EXISTE DE FORTS SOUPÇONS DE COMPROMISSIONS !

Associé au cabinet d'avocats américain Kirkland and Ellis LLP, Michael J. Garcia est une pointure dans le domaine de l'enquête et de l'investigation. Il a été procureur fédéral pour le district sud de New York, en charge de tous les dossiers liés à la criminalité financière et au terrorisme international. Il a aussi été vice-président d'Interpol pour la région Amérique de 2003 à 2006. Le 17 juillet 2012, le comité exécutif de la FIFA l'a nommé à la présidence de la chambre d'instruction de sa nouvelle commission d'éthique. Une petite révolution rendue nécessaire par une succession de constats accablants. Cinq mois plus tôt, la commission indépendante de gouvernance (CIG), mise en place par Sepp Blatter, avait rendu ses premières conclusions et formulé ses premières recommandations. Dans un document confidentiel, elle déplorait que, jusqu'à présent, « les véritables investigations n'aient pas été suffisamment minutieuses face aux allégations persistantes » de tricherie ou de corruption. Le comité préside par Mark Pieth, un avocat suisse au-dessus de tout soupçon, s'étonnait de la légèreté des sanctions prises, « généralement faibles et parfois clairement peu convaincantes ». D'où la suggestion de faire appel à des

LE VOTE SURPRISE DE 2010 N'EN FINIT PAS D'INTRIGUER

## UN CASTING HAUT DE GAMME

### Les 10 principaux acteurs du Mondial 2022



**Jacques Anouma**

Ancien président de la Fédération ivoirienne de football (FIF).



**Michael Garcia**

Président de la chambre d'instruction de la commission d'éthique de la FIFA.



**Tamin bin Hamad al-Thani**

Prince héritier du Qatar.



**Michel Platini**

Président de l'UEFA.



**Nicolas Sarkozy**

Ancien président de la République française.



**Sepp Blatter**

Président de la FIFA.



**Julio Grondona**

Président de la Fédération argentine de football (AFA).



**Mohamed bin Hammam**

Ancien président de la Confédération asiatique (AFC).



**Sandro Rosell**

Président du FC Barcelone.



**Ricardo Teixeira**

Ancien président de la Fédération brésilienne de football (CBF).





« personnes véritablement indépendantes et présentant un niveau d'expertise élevé » pour appliquer « des procédures adaptées. » « Il existe depuis un certain temps déjà un réel faisceau d'indices concernant le Qatar, mais aussi à propos d'ISL dont on connaît les noms des gens qui ont touché de l'argent, confirme Mark Pieth, qui pilote depuis vingt ans le groupe anticorruption de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Nous sommes là pour veiller à ce que la FIFA donne à Michael Garcia les moyens financiers de travailler et d'enquêter de manière professionnelle. Il n'a pas de limite. Personne n'est à l'abri, pas même le président Blatter. Michael est indépendant et libre de faire appel à des gens extérieurs afin de ne pas fliquer l'institution de l'intérieur. »

**LE SUPER ENQUÊTEUR ET LES ANCIENS PONTES DE LA CIA ET DU FBI.** Au mois d'août dernier, interrogé par la chaîne allemande WDR, Garcia avait confié ne fixer « aucune limite à ses investigations », qu'il s'agisse de l'affaire ISL, l'ancienne société marketing de la FIFA, et des attributions des Coupes du monde 2018 et 2022. Pour remonter les filières, ce super enquêteur a

1,5 M\$ POUR  
ANOUMA ET  
HAYATOU ?

l'habitude de travailler en collaboration avec des agences de renseignement privées dirigées par d'anciens pontes de la CIA (James L. Pavitt, ancien vice-président des opérations de l'agence de 1999 à 2004) et du FBI (Louis Freeh, directeur du bureau d'investigation de 1993 à 2001). Ces officines très pointues ont contribué à apporter les preuves de la culpabilité de Bin Hammam dans l'achat de voix pour l'élection de 2011 à la présidence de la FIFA. Elles cherchent aujourd'hui à vérifier – entre autres recherches – jusqu'où le Qatar a poussé le curseur. Pour y parvenir, elles ont remonté le grand mecano des alliances nouées avant le vote. Elles ont aussi recomposé l'architecture mondiale de toutes les faveurs d'après-scrutin. « Je suis un homme très occupé et mes investigations me prennent plus de temps que je ne l'avais imaginé, a admis Michael J. Garcia, il y a quinze jours. Mais on a bien avancé. » Jeudi dernier, au lendemain d'une séance plénière de la commission d'éthique, la FIFA a été plus précise encore. Dans un communiqué, elle a indiqué que « certaines allégations concernant des événements survenus dans le cadre

## LE TÉMOIGNAGE CHOC D'UN EX DE LA FIFA

# Guido Tognoni : « Comme une petite mafia »

VIRÉ DE LA FIFA EN 2003, le dirigeant suisse est l'un des seuls à briser la loi du silence. Un discours décapant.

Guido Tognoni, soixante-deux ans, a passé près de treize ans au sein de la FIFA. Il y a occupé des postes à responsabilités, que ce soit à la tête du département médias ou en tant que chef de projet pour les Coupes du monde 1990 en Italie et aux États-Unis en 1994. En janvier 1995, puis en 2003, il a été poussé vers la sortie par Sepp Blatter, un homme avec lequel il a pris ses distances. Aujourd'hui conseiller en affaires, ce Suisse peu consensuel porte un regard sans concession sur les pratiques d'une institution qu'il a connue « alors qu'elle employait une trentaine de personnes seulement ».



**« Vous avez tout récemment ravivé le débat à propos de l'attribution des Coupes du monde 2018 et 2022. Fin novembre 2012, vous avez déclaré que la "candidature de l'Angleterre conduite par le prince William n'avait aucune chance d'aboutir. Avec lui, il n'y avait aucune chance de corruption", avez-vous précisé. Pourquoi avez-vous tenu de tels propos ?**

Parce que tout se ce qui se passe à la FIFA depuis des dizaines d'années, c'est la culture du sport pourri. Peu importe qui occupe le siège de président, pourvu que les réserves d'argent soient bonnes. Les arrangements entre amis, les postes dans des commissions pour amadouer ses ennemis, le cash qui a permis à certains de s'en mettre plein les poches, tout cela s'est organisé au fil des ans comme une petite mafia. Ce système reste un fonctionnement immanent à la FIFA. Tout le monde se tient par la barbichette. Mais, en ce domaine, les autres fédérations internationales ne sont pas plus exemplaires.

**Vous voulez dire que le Qatar, voire la Russie, auraient pu profiter de ce système et monnayer les votes en leur faveur ?**

C'est difficile de parler d'achat de voix, mais plutôt d'organisation de voix grâce à des accords et des échanges de bons procédés. Ces faveurs commerciales accordées à droite et à gauche ont toujours existé. Les faits l'ont prouvé, il y a une vraie culture de la corruption au sein de la FIFA. Il ne faut pas être naïf, il y a des gens qui en vivent très bien et des nations qui ont une relation très détendue

avec la corruption. C'est aussi le problème du Comité international olympique.

**Jusqu'à quel point la corruption a-t-elle pu jouer un rôle en faveur du Qatar ?**

Le vote pour 2018 puis celui pour 2022 ont eu lieu au même endroit et à la même heure, ou presque, et il a été effectué par les mêmes personnes. Quand on connaît la FIFA de l'intérieur, on se dit que toutes les spéculations sont permises. Il y a forcément eu des alliances et des influences politiques. Sarkozy a poussé en faveur du Qatar, le monde musulman a aussi beaucoup œuvré pour promouvoir cette candidature. Mais ces manœuvres ont toujours existé. Blatter l'a d'ailleurs laissé entendre lorsqu'il a dit "regardons ce qu'ont fait les Allemands en 2000" (NDLR : pour obtenir la Coupe du monde 2006).\* Mais pourquoi a-t-il attendu douze ans pour insinuer que le vote n'avait pas été régulier ?

**Lors du vote de décembre 2010, le rapport technique final n'était pas très favorable au Qatar pour 2022, pas plus qu'il ne l'était à la Russie...**

Et à l'arrivée, les deux pays qui n'avaient pas le meilleur dossier ont été choisis. C'est drôle, hein ? Bin Hammam a affirmé que son pays n'avait pas violé les règles. Il a peut-être dit la vérité. La marge d'interprétation des règlements est très large. Compte tenu de ce qu'il s'est passé durant des années, le Qatar s'en est peut-être juste inspiré. Mais qui doit-on punir s'il y a réellement eu achat de votes ? Le Qatar ou ceux qui ont touché ? À mon avis, c'est encore plus grave d'avoir empoché de l'argent que de l'avoir donné.

**Pourtant, Sepp Blatter n'était pas favorable à la candidature du Qatar ?**

Effectivement, il voulait que la Coupe du monde aille en Russie en 2018, aux États-Unis en 2022, pour pouvoir ensuite offrir le Mondial aux Chinois en 2026. Mais le lobbying du Qatar a été tellement actif... Je n'ai jamais vu un pays se démenier autant pour devenir un acteur

important du monde global.

**Pourquoi le président de la FIFA a-t-il fini par se ranger à cette décision après l'avoir combattue ?**

La décision du comité exécutif en faveur du Qatar a été claire. Le problème de Blatter n'était pas la Coupe du monde 2022, mais Mohamed bin Hammam. Au printemps 2011, le Qatar avait officialisé sa candidature à la présidence de la FIFA, et Blatter avait peur de lui. Quelques jours avant l'élection, un groupe assez bizarre a annoncé la tenue d'une conférence de presse dans le but de révéler des irrégularités concernant le Qatar et l'obtention de la Coupe du monde 2022. Quand Bin Hammam a été pris dans la tourmente et a retiré sa candidature, la conférence de presse a aussitôt été annulée. Blatter avait-il passé un deal avec les Qataris ? On peut se poser la question. On sait aussi qu'il y a eu une rencontre informelle avec le cheikh Yasseem, le fils de l'émir, au siège de la FIFA à Zurich.

**Selon vous, faut-il procéder à un nouveau vote pour la désignation des pays qui accueilleront les Coupes du monde 2018 et 2022 ?**

Non, car cela poserait trop de problèmes. Mais pour éviter les soupçons et les humiliations subies par l'Angleterre et l'Australie, on aurait dû procéder à un tirage au sort entre tous les candidats qui répondaient aux

critères du cahier des charges et étaient en mesure d'organiser un tel événement. Avec une telle procédure, on aurait pu conseiller à l'Australie de se retirer au lieu de dépenser des millions de dollars pour une campagne sans espoir. Mais la question est surtout de savoir de quoi la FIFA veut désormais s'accommoder, de la rumeur ou d'un mode de fonctionnement enfin transparent... » ■ É. C.

\* Le 6 juillet 2000, l'organisation de la Coupe du monde 2006 a été attribuée à l'Allemagne par douze voix contre onze à l'Afrique du Sud à la suite de la soudaine - et décisive - abstention du Néo-Zélandais Charles Dempsey, d'origine écossaise, et dont la fille, Anne King, a travaillé à l'UEFA.





de la procédure d'attribution des Coupes du monde 2018 et 2022 ont été référées à la commission. » « Nous avons l'intention de mener une enquête approfondie sur ces allégations, poursuit le communiqué, et notamment d'analyser les éléments de preuves pouvant conférer une crédibilité à toute allégation de mauvaise conduite individuelle... Le président Garcia analysera et prendra en considération toute information qu'il recevra. »

Qui pourrait être concerné et jusqu'à quel point ? Ces questions se posent, tant les méandres des compromis et des compromissions sont complexes et tortueux. Mais tellement édifiants.

Quinze jours avant le vote de décembre 2010, un conseiller privé de Sepp Blatter, également proche de Mohamed bin Hammam, a reçu *France Football* dans un luxueux bureau dont l'adresse ne figure dans aucun bottin. « L'Angleterre ne passera pas le premier tour, nous a-t-il alors annoncé. Les Anglais auront deux voix, au maximum. Les Russes ont 2018 en poche. » Et 2022 ? « Ce sera le Qatar. »

Le 16 octobre, soit un mois et demi avant la décision du comité exécutif de la FIFA, le *Sunday Times* avait publié une enquête qu'un des membres du comité d'organisation d'England 2018 avait qualifié de « lettre de suicide » de la candidature anglaise. Des reporters du journal dominical s'étaient fait passer pour des lobbyistes mandatés par la candidature des États-Unis à l'organisation du Mondial de 2022. À ce titre, ils avaient rencontré deux des membres du comité exécutif de la FIFA dont ils espéraient s'assurer les voix en échange de pots-de-vin. Ce jour-là, le Nigérian Amos Adamu, également président de l'Union du football d'Afrique de l'Ouest, et le Tahitien Reynald Temarii ignoraient qu'ils étaient filmés à leur insu. Deux ans plus tôt, Adamu avait été chargé par son gouvernement de s'attaquer à la corruption dans le football nigérian. Cela ne l'avait pas empêché de suggérer le versement de 500 000 \$ sur un compte personnel pour la construction de quatre terrains artificiels dans son pays et de préciser que ce don « aurait évidemment une influence » sur son vote du 2 décembre. Les documents recueillis par les journalistes britanniques étaient suffisamment accablants pour que les deux membres de l'Exco soient mis à pied par la FIFA à la mi-novembre, Adamu et Temarii écopant respectivement d'une suspension d'un et de trois ans de toute activité liée au football. Au moment de désigner les pays organisateurs des Coupes du monde de 2018 et de 2022, le comité exécutif ne comptait plus que vingt-deux membres.

À l'origine, les accusations du *Sunday Times* allaient beaucoup plus loin. Le journal avait recueilli le témoignage de Phaëdra Almajid, une employée du service communications internationales pour la candidature du Qatar. Le *Sunday Times* avait ainsi pu avancer que deux autres membres du Comex (comité exécutif), l'Ivoirien Jacques Anouma et le président de la CAF, le Camerounais Issa Hayatou, avaient reçu 1,5 M\$ chacun pour voter en faveur du Qatar. En juillet 2011, Almajid s'est publiquement rétractée. Pour des raisons aussi obscures qu'inexpliquées.

**GUARDIOLA, ZIDANE, CES TRÈS « CHERS » AMBASSADEURS.** À l'époque, notre interlocuteur nous avait également cité les noms des membres qui choisiraient le Qatar lors du vote, car il connaissait déjà par cœur la cartographie des pactes et des alliances. Il savait avec quelle habileté les Qataris avaient utilisé les gigantesques ressources financières mises à la disposition des promoteurs de leur dossier. Des chiffres à donner le vertige. Pour la seule année 2010, le budget de la candidature qatarie était de 33,75 M€ (voir par ailleurs), une somme à laquelle il fallait ajouter les coûts opérationnels de l'entreprise ! À quoi a servi tout cet argent ? À qui l'a-t-on distribué ? Il a évidemment fallu payer – et grassement – les ambassadeurs d'un pays qui n'a jamais produit un seul footballeur de renom. Le recrutement de Gabriel Batistuta, Pep Guardiola, Zinedine Zidane – qu'il fut semble-t-il difficile de convaincre –, de Bora Milutinovic, Ronald de Boer et Roger Milla a coûté 5,5 M€. À ces sommes, il faut ajouter les primes versées après l'obtention du tournoi de 2022, et celles qui le seront jusqu'à la tenue de la compétition pour continuer à faire passer les bons messages. Les estimations varient de 11 à 25 M€ pour les têtes d'affiche, Zidane et Guardiola, le futur entraîneur du Bayern.

Les Qataris ont aussi eu l'audace d'acheter – il n'y a pas d'autre mot – le congrès de la CAF (Confédération africaine) organisé en janvier 2010 en Angola. Moyennant 1,25 M€ de « sponsorship » de l'événement, ils ont obtenu un accès exclusif aux délégués de la Confédération africaine, dont quatre – Adamu, Hayatou, Anouma et l'Égyptien Hany Abou Rida – faisaient partie du comité exécutif de la FIFA, et donc des votants, lors de la

À la page 32, paragraphe 161, d'un audit confidentiel réalisé en juillet 2012 par le cabinet PWC sur les finances de la Confédération asiatique (AFC), il apparaît qu'« en 2008 deux grosses sommes d'un total de 14 M\$ ont été déposées sur le compte (de l'AFC) par des tiers. Une partie significative de ces fonds a été subséquemment transférée sur le compte personnel de M. Bin Hammam et de sociétés lui appartenant ». Les deux tiers en question sont les sociétés Al-Baraka et International Sports Events (ISE). ■

désignation de 2010. « Des enquêtes sont en cours, je ne veux pas m'exprimer là-dessus », bougonne l'Ivoirien Jacques Anouma lorsqu'on le questionne sur cet embarrassant sujet. Malgré ce refus de briser l'omerta en vigueur, l'ancien président de la Fédération de Côte d'Ivoire ne nie pas l'existence de cette mesure de favoritisme aggravé.

Empêchés de promouvoir leurs dossiers lors de ce congrès, les autres candidats à l'organisation du Mondial 2022 y ont été admis en simple qualité « d'observateurs », pour reprendre le terme employé par le secrétaire général de la CAF, Mustaphah Fahmy. Cette mise à l'écart a provoqué la fureur des Australiens en particulier.

Dans ce type de campagne électorale, l'autopromotion est une arme autorisée, à condition de savoir jusqu'où aller. Juste avant le coup d'envoi de la Coupe du monde 2010, les Qataris se sont retirés au dernier moment du parrainage d'un grand banquet prévu à Johannesburg et organisé par... Samson Adamu, fils d'Amos. La facture de ce raout se montait à 1 M\$. Selon une enquête publiée par *The Sunday Times* en novembre 2012, ce montant exorbitant garantissait un substantiel bénéfice à l'organisateur. Les Qataris ont admis que des discussions avaient bien eu lieu avec Adamu junior, mais qu'ils s'en étaient finalement retirés. Sans que personne ne sache qui avait finalement payé l'addition. Au mois de novembre dernier, Michael Garcia a demandé à ce que des éléments lui soient transmis pour juger « s'il y a lieu de mener une enquête complémentaire sur cette affaire ».

La marge est étroite, presque invisible, entre collusion d'intérêts et corruption. Que penser du gigantesque projet sportif *Aspire* (voir ci-dessous) ? Ce plan de développement global doit permettre à la nation qatarie de devenir un acteur de premier plan dans le concert politique

LE COUP  
DU BANQUET  
À 1 M\$

## ASPIRE UNE STRATÉGIE À LONG TERME

L'ampleur du projet *Aspire*, dont la tête pensante est Ivan Bravo, ancien directeur de la stratégie du Real Madrid, est à couper le souffle. Son système de détection et de formation de jeunes footballeurs, *Aspire Football Dreams*, a déjà permis d'évaluer plus de deux millions d'enfants en Asie, en Afrique et en Amérique latine depuis 2007. Ses ambassadeurs – rémunérés – ont pour noms Lionel Messi, Pelé ou le coureur marocain de demi-fond Hicham el-Guerrouj. *Aspire* s'inscrit dans un plan stratégique de trente ans, *National Vision 2030*, au terme duquel le Qatar se sera réinventé en une nation plus saine, dont

le sport, le football en particulier, sera le porte-flambeau. D'où les accusations – qui rendent furieux Ivan Bravo – selon lesquelles *Aspire* se servirait des académies situées à l'étranger pour y choisir de futurs naturalisables dans la perspective de la Coupe du monde 2022. Le dernier groupe retenu par le sélectionneur, Fahad Thani, comportait tout de même quatorze néo-Qataris. Pour que leurs jeunes talents de l'*Aspire Academy* puissent s'aguerrir à l'étranger, les Qataris n'ont rien négligé. En juin 2012, ils ont même acheté un club de L2 belge, le KAS Eupen. ■





global d'ici à 2030 ? Quatorze académies de jeunes footballeurs ont été implantées dans le monde entier. Simple hasard sans doute, cinq d'entre elles l'ont été dans des pays dont sont originaires des membres du Comex de 2010 : le Nigeria (Adamu, encore), la Côte d'Ivoire (Anouma), la Thaïlande (Worawi Makudi), le Guatemala (Rafael Salguero) et le Paraguay (Nicolas Leoz). Nicolas Leoz est l'omnipotent président de la CONMEBOL, la Confédération sud-américaine. En août 2010, le cheikh Hamad bin Khalifa al-Thani en personne s'est rendu en visite officielle au Paraguay pour y conclure une série d'accords bilatéraux. Et en profiter pour parler football et gazoduc entre la poire et le fromage ?

Zidane, un ambassadeur courtois.



### LES DOSSIERS SENSIBLES QUI RESTENT DANS LE TIROIR

**GRONDONA, « ASK » ET LE MATCH AMICAL À 14 M\$.** Âgé de quatre-vingt et un ans, Julio Grondona tire de multiples ficelles dans le monde tentaculaire du foot business. Il est à la fois l'indéboulonnable président de la Fédération argentine (AFA) et l'un des parrains du football sud-américain, toujours suspecté, jamais épinglé. « Quand j'ai cru enfin détenir des preuves contre lui, la réalité me les a dérobées », peste Ezequiel Fernandez Moore, journaliste d'investigation à la *Nacion*. Vice-président senior de la FIFA, Grondona s'est vanté d'avoir voté pour le Qatar « parce que choisir les États-Unis, cela aurait été comme donner la Coupe du monde à l'Angleterre. Et ça, je ne le voulais pas ». Début décembre 2010, le très sérieux *Wall Street Journal* a révélé « qu'au moins un des conseillers » de la Fédération qatarie (QFA) avait proposé à l'AFA de lui verser 78,4 M\$ « pour l'aider à sortir le Championnat local de la grave crise financière qui le menaçait ». Grondona a démenti à sa façon, maniant l'ironie et assurant « qu'il était encore en train de compter les billets ». Malgré la lourdeur des accusations portées, il n'a pas poursuivi en diffamation le quotidien américain. La Fédération argentine non plus. À la suite de cet article, l'avocat Alejandro Sanchez Kalbermatten, « ASK », a sollicité une perquisition dans les bureaux de l'AFA pour tenter d'y récupérer des documents concernant ce virement. Une requête restée sans suite. Il a également demandé l'ouverture d'une enquête concernant des comptes détenus par Grondona à l'Hyposwiss Private Bank en Suisse, à la banque JP Morgan à New York et dans un autre établissement au Luxembourg. Le tribunal de Buenos Aires cherche actuellement à vérifier s'il y a eu – ou pas – des transferts d'argent provenant de personnes liées au Qatar. Fin 2010, « ASK » a également déposé une plainte contre le président de l'AFA pour corruption, trafic d'influences, blanchiment d'actifs d'origine délictuels et enrichissement illicite. Mais cet avocat très médiatisé, ancien représentant légal de la société Puntogol, en charge des droits de commercialisation du foot argentin, s'impatiente. « Grondona est un intouchable que la justice a peur d'attaquer et qui est protégé par le gouvernement. C'est pourquoi les dossiers le concernant restent dans les tiroirs », se désole-t-il. Après le surprenant vote de 2010, la presse argentine a brièvement évoqué un « Qatargate ». Faute de preuves, mais aussi par crainte de s'attirer les foudres de Grondona, un homme proche des cercles de pouvoir, elle a dû se contenter de pointer d'heureux concours de circonstances. Comme l'organisation de ce match amical entre l'Argentine et le Brésil, le 17 novembre 2010, à Doha. Cette rencontre a rapporté 7 M\$ à chaque Fédération quelques jours avant le scrutin. Pour ce genre de prestations, les tarifs de l'Espagne, championne du monde et d'Europe, avoisinent 2 M€. Mais ce genre de rétribution largement surévaluée n'a rien d'illégal.

**LES LIAISONS DANGEREUSES DE TEIXEIRA, LES P'TITES AFFAIRES DE ROSELL.** En Amérique du Sud, les casseroles traînées par Julio Grondona font un bruit assourdissant depuis des décennies. Mais on parle là d'ustensiles d'arrière-cuisine comparés aux magouilles prêtées à Ricardo Teixeira. Depuis mars 2012, il s'est réfugié à Miami en Floride pour échapper aux multiples affaires de corruption qui l'ont rattrapé. Cet ex-gendre de Joao Havelange – président de la FIFA de 1974 à 1998 – a démissionné de toutes ses fonctions, président de la CBF, président du comité d'organisation de la Coupe du monde 2014 et du comité exécutif de la FIFA dont il était un membre respecté depuis 1994. En novembre 2011, quelques mois avant son exil forcé aux États-Unis, cet homme peu scrupuleux faisant l'objet d'une enquête parlementaire a paraphé un dernier juteux contrat. Ce proche de Jérôme Valcke, le tout-puissant numéro deux de la FIFA, a accordé à la société International Sports Events (ISE) le droit d'organiser tous les matches amicaux de l'équipe nationale brésilienne jusqu'en 2022. Chaque match rapportera 1,050 M\$ à la CBF (Fédération brésilienne), soit une augmentation de 20 %. Mais surtout ce contrat a été signé à Doha. Détenue par des Saoudiens, ISE serait en réalité une société écran, basée aux îles Caïmans. Dans un audit du cabinet comptable PrivewaterhouseCoopers auquel nous avons eu accès, ISE apparaît comme l'une des sociétés ayant versé, en 2008, 14 M\$ à la Confédération asiatique « pour l'usage personnel » de son président d'alors, le Qatar Mohamed bin Hammam. Depuis des années, Teixeira est aussi en étroites relations d'affaires – et parfois sujettes à caution – avec Sandro Rosell. L'actuel président de

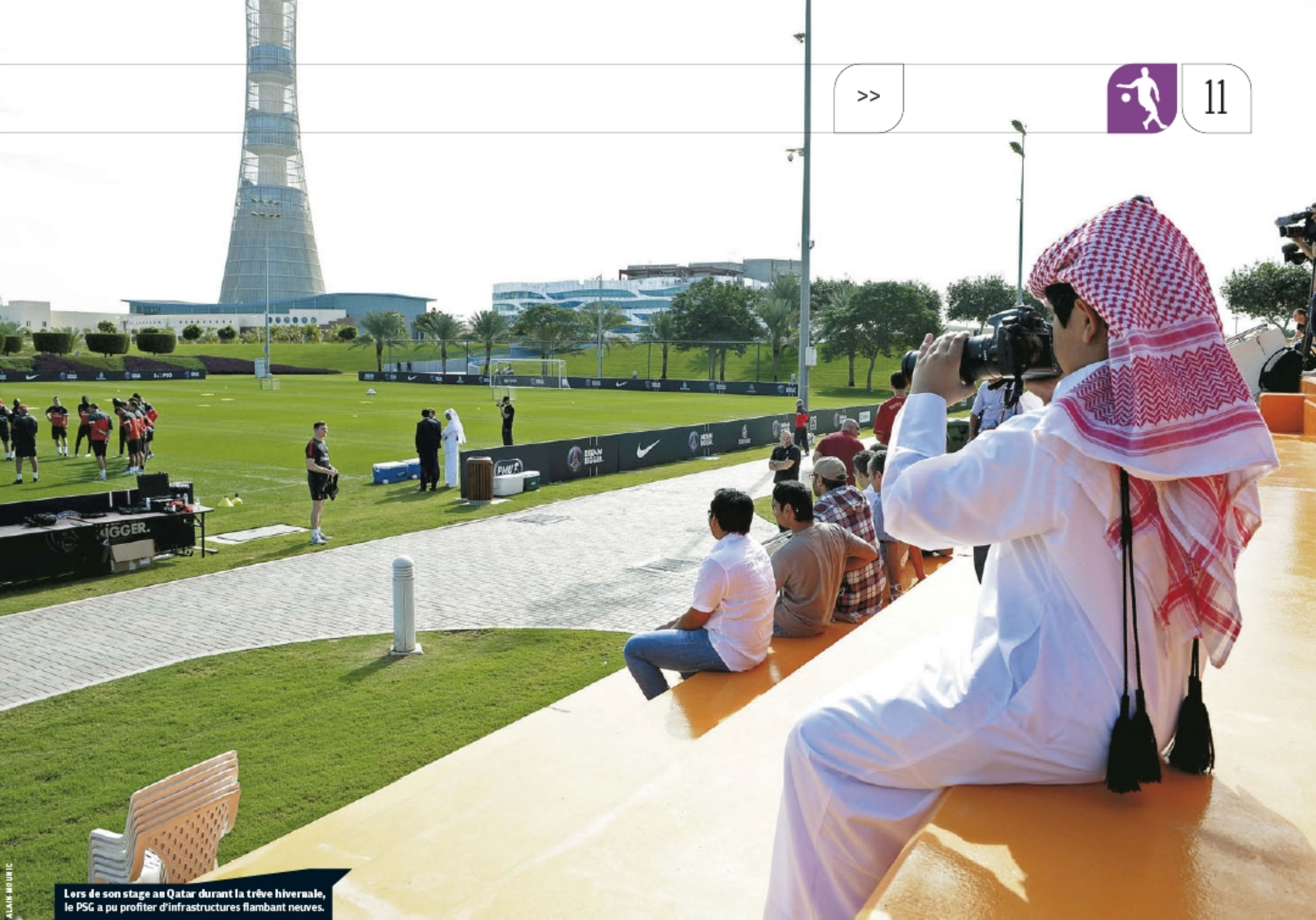
Michel Platini et Nicolas Sarkozy ne se sont pas croisés que dans des tribunes de stade.



Al-Jazira, la vitrine d'un savoir-faire.







Lors de son stage au Qatar durant la trêve hivernale, le PSG a pu profiter d'infrastructures flambant neuves.

Barcelone était directeur marketing de Nike lors du très décrié contrat de sponsoring passé, fin 1996, entre la CBF et l'équipementier américain pour une durée de dix ans et une somme de 192,7 M€. Sandro Rosell n'occupe aucune fonction à la FIFA. Mais ses accointances avec le Qatar intriguent et ne sont pas innocentes. Au printemps 2010, avant d'être élu à la présidence du Barça, il a revendu sa société Bonus Sport Marketing plus de sept fois le montant de son bénéfice d'exploitation (entre 6 et 7 M€). Spécialisé dans le consulting sportif et l'organisation d'événements, BSM avait notamment été chargé par le Qatar, son principal client, d'organiser le projet Football Dreams pour lutter contre l'obésité et l'oisiveté de la jeunesse du pays. Selon plusieurs médias espagnols, l'acquéreur de BSM ne serait pas une société saoudienne, comme Rosell l'a prétendu, mais le groupe Dahall al-Baraka, l'un des plus importants conglomérats privés du Qatar, propriétaire de trois cents sociétés réparties dans quarante pays du monde. Pure coïncidence encore ? Le 16 novembre 2012, le FC Barcelone a annoncé que, la saison prochaine, il porterait le nom d'une entreprise sur son célèbre maillot bleu et grenat. Pour la première fois de son histoire. Dès le mois de juillet, Qatar Airways, la compagnie aérienne qatarie, remplacera la Fondation du Qatar dans le cadre d'un accord passé... le 10 décembre 2010 et portant sur le versement de 171 M€ pour une période de cinq ans à compter de la saison 2011-12. Un record en Europe. Plus croustillant encore. Fin novembre dernier, l'équipe nationale espagnole a annulé un match amical prévu le 6 février prochain à Wembley face à la Corée du Sud. À la place, les champions du monde et d'Europe iront affronter l'Uruguay à Doha. Karl-Heinz Rummenigge, le président de l'Association européenne des clubs (ECA), a peu apprécié ce détour contraire aux accords passés entre les clubs et la FIFA. Mais ce périple rapportera gros à la Roja, au moins 3 M€ !

### QUAND SARKOZY INVITE PLATINI ET LE PRINCE DU QATAR

Ce puzzle globalisé des renvois d'ascenseur permet de mieux comprendre pourquoi Angel Maria Villar n'est jamais sorti de son silence. Le président de la Fédération espagnole aurait toutes les raisons d'être furieux. Il a respecté ses engagements et voté en faveur du Qatar. Le choix de la Russie pour 2018 – avec treize voix, contre sept pour la candidature commune Espagne-Portugal – le prouve : la réciprocité n'a pas forcément été vraie.

**LA RÉUNION SECRÈTE DU PALAIS DE L'ÉLYSÉE.** Dans ce petit monde fermé régi par la diplomatie du copinage et soumis à la loi des réseaux d'affaires, la France n'est pas restée à l'écart. Elle a même été au cœur de ce labyrinthe de liaisons dangereuses. Le 23 novembre 2010, une réunion secrète mais au sommet a eu lieu au palais de l'Élysée à l'initiative de Nicolas Sarkozy. Ce jour-là, le président de la République avait invité le prince du Qatar, Tamin bin Hamad al-Thani, Michel Platini, le président de l'UEFA, et Sébastien Bazin, le représentant de Colony Capital, propriétaire du Paris-Saint-Germain, en proie à de grosses difficultés financières. « Je ne veux pas en parler et je n'ai rien à dire à propos de ce rendez-vous », écourte d'un ton sec Sébastien Bazin. Au cours de ce déjeuner, il a tour à tour été question du rachat du Paris-Saint-Germain par les Qataris, d'une montée en puissance de leur actionnariat au sein du groupe Lagardère, de la création d'une chaîne de sport pour concurrencer Canal+ – que Sarko voulait fragiliser –, le tout en échange d'une promesse : que Platini ne donne pas sa voix aux États-Unis, comme il l'avait envisagé, mais au Qatar. Depuis, le pays qui rêve de devenir le leader mondial dans l'univers du sport a su se montrer reconnaissant envers la France (voir ci-contre). Il a encore augmenté ses investissements dans l'immobilier haut de gamme et dans les entreprises du CAC 40 de notre pays. Mais le Qatar a aussi volé au

## 10 milliards d'avoirs en France

Au total, les avoirs qataris en France – immobilier et parts dans des sociétés du CAC 40 – atteindraient quasiment les 10 milliards de dollars, selon les statistiques de la Banque des règlements internationaux. En 2008, au début de son mandat, Nicolas Sarkozy a accordé aux Qataris un statut fiscal qui les exonère d'impôts sur leurs plus-values immobilières en France.





## UNE COUPE DU MONDE PAR PLUS DE 50 °C ?

# Karl-Heinz Rummenigge : « Je ne sais pas si cela aurait un sens »

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU BAYERN, mais surtout président de l'Association européenne des clubs (ECA), est persuadé qu'un remodelage des saisons est désormais inéluctable.

**« L'ECA tient son assemblée générale les 5 et 6 février, à Doha. Vous allez sûrement en profiter pour vous intéresser aux préparatifs de la Coupe du monde 2022, non ?**

Je suis plein de curiosité. Jusque-là, j'ai souvent entendu des choses positives sur le Qatar, notamment en termes d'installations sportives. Le Bayern s'y rend chaque année en stage et le pays dispose d'excellentes infrastructures. La Fédération qatarie nous a invités et c'est la première fois qu'une organisation comme l'ECA s'y rendra. Où en est l'organisation de la Coupe du monde 2022 ? Quelles sont les conditions climatiques ? Nous ne voulons pas nous laisser influencer par des tierces personnes, c'est l'occasion de nous forger un avis personnel en étant sur place.



RICHARD MARTIN

**Une Coupe du monde se déroulant l'été au Qatar, par plus de 50 °C, est-elle vraiment envisageable ?**

Sur le plan technique, oui, c'est possible. En théorie, on pourrait même réfrigérer toute une ville, mais je ne sais pas si cela aurait un sens. En tout cas, cela me fait sourire. Pourquoi n'y a-t-on pas pensé avant ? Le Qatar s'est porté candidat et il a été choisi par le comité exécutif de la FIFA. Je suis convaincu que les Qataris sont capables d'organiser un tel événement l'été. Ils en ont les moyens, ils ont beaucoup d'argent.

**Ne serait-il pas plus raisonnable que ce Mondial 2022 se déroule l'hiver, durant la période novembre-décembre ?**

La FIFA et l'UEFA sont actuellement en phase de réflexion afin de modifier le calendrier international. Je

sais que Michel Platini serait favorable à une Coupe du monde 2022 en hiver. C'est clair, des négociations vont prochainement avoir lieu afin d'étudier ce qu'il est possible de faire. Selon moi, il ne faut pas envisager une éventuelle modification du calendrier de manière critique, mais plutôt comme une innovation pouvant améliorer le contexte général. C'est pourquoi je n'y suis pas opposé.

**Laisser les clubs jouer tout l'été et observer une longue pause durant l'hiver est-il faisable ?**

Partout, que ce soit en Allemagne, en France ou en Angleterre, la plus belle période de l'année, c'est l'été. Et c'est la saison où nous ne jouons pas. En plein hiver, alors qu'il fait très froid et qu'il neige, nous jouons quasiment tout le temps dans des conditions désagréables, pour les joueurs comme les spectateurs. Ce n'est pas logique. Modifier le calendrier comporte des risques, mais c'est aussi une opportunité. Plus 2022 va approcher, plus ce sujet du calendrier va prendre de l'importance. Nous allons en venir à un calendrier grégorien. Ce serait quand même mieux qu'une Coupe du monde au Qatar se déroule par des températures assez éloignées des 40-50 °C relevés là-bas en plein été.

**Dans un avenir plus ou moins proche, la Bundesliga, comme tous les grands Championnats européens, pourrait donc débiter en même temps que l'année civile et se terminer à la fin de l'automne ?**

J'ai la sensation que nous allons tout droit dans cette direction. L'UEFA et la FIFA y songent sérieusement. En

modifiant le calendrier des saisons, nous aurons aussi l'avantage de ne plus avoir de rencontres des équipes nationales programmées en plein milieu des Championnats et de la Ligue des champions. À l'avenir, il pourrait y avoir deux phases, l'une pour les compétitions de clubs, l'autre pour les éliminatoires ou les phases finales des Coupes du monde ou des Euros. Pendant un mois, les sélections auraient alors toute liberté pour convoquer leurs joueurs.

**Il n'y aurait donc plus de trêve durant l'été ?**

C'est tout à fait possible, même si cette idée est loin de réjouir nos amis d'Amérique du Sud...

**Si la Coupe du monde 2022 était finalement décalée en hiver, des pays tels que le Japon, les**

**États-Unis et l'Australie pourraient se sentir floués et exiger que les Coupes du monde 2018 et 2022 soient réattribuées...**

Je ne sais pas si ces pays auraient les moyens de le faire. Ce qui est sûr, c'est que la famille du foot ferait bien de vivre un peu plus dans l'harmonie et la loyauté.

**Seriez-vous favorable à un**

**nouveau vote pour dissiper tous les malentendus et faire taire tous les soupçons de corruption ?**

Les Coupes du monde 2018 et 2022 auront bien lieu en Russie et au Qatar, j'en suis convaincu. Le vote a été effectué, et cela n'a plus aucun sens de continuer à en discuter. Il n'y aura pas de marche arrière. » ■

ALEXIS MENUGE, À MUNICH



**NOUS ALLONS EN VENIR À UN CALENDRIER GRÉGORIEN.**

secours de notre Championnat. En juin 2011, l'émirat est devenu propriétaire du PSG – moyennant 50 M€ –, il s'est aussitôt montré très actif sur le marché des transferts, puis il a financé et lancé la chaîne de télévision Be In Sport. Cette filiale d'Al-Jazira a comblé la défection d'Orange Sport en misant 150 M€ par an sur la L1 jusqu'en 2016. Un montant inespéré. D'autres juteuses retombées économiques attendent nos plus grands groupes de BTP situés au Qatar. Président des conseillers au commerce extérieur et basé à Doha, Christian Dumont évalue à « 100 milliards de dollars le montant des infrastructures à créer pour la Coupe du monde 2022 ». Pour lutter efficacement contre une féroce concurrence mondiale, les entreprises françaises ont déjà créé une « French Team for Sport Business. »

« J'ai voté en toute indépendance pour une région qui n'avait jamais eu la Coupe du monde, pas parce que Sarkozy me l'avait demandé », s'est toujours défendu Michel Platini. La réalité n'est pas aussi tranchée. Le président de l'UEFA avait obtenu que la Coupe du monde 2018 soit exclusivement réservée à des candidatures européennes. Le choix du pays 2022 l'intéressait moins et ne représentait aucun enjeu immédiat pour lui. D'où sa

relative souplesse. Le possible candidat à la présidence de la FIFA dans deux ans peut aujourd'hui s'interroger sur le bien-fondé de son ouverture d'esprit et son tropisme patriotique.

**QUAND QSI RECRUTE PLATINI FILS.** La presse anglo-saxonne – allemande surtout – s'agace de plus en plus régulièrement « de ces bizarres conflits d'intérêts qui sont plus souvent une règle qu'une exception dans le monde du foot-business » (*Süddeutsche Zeitung* du 27 décembre 2012). Elle fait

référence aux fonctions occupées par Laurent Platini, juriste de formation et fils de l'ancien capitaine des Bleus. En janvier 2012, il a été recruté par Qatar Sports Investments (QSI) et il a le titre de senior manager de la branche Europe. Il est ainsi l'un des dirigeants de Burrda Sport, une marque d'équipements sportifs sous contrat avec Nice, Biarritz et Toulon en France, qui veut « rivaliser avec les plus grands acteurs du marché ». Officiellement, cette marque appartient à la société Pilatus Sports Management, domiciliée dans une étude d'avocats à Genève. Maître Nicolas Piérard en est son unique administrateur. Et pour cause ! QSI en est l'actionnaire majoritaire. Les médias

**UN FAIR-PLAY FINANCIER QUI FAIT CAUSER**





européens s'inquiètent, aussi, de plus en plus pour la crédibilité du fair-play financier, voulu par Michel Platini. À compter de la saison 2014-15, un club dépensant plus qu'il ne gagne s'exposera à de lourdes sanctions. Une belle idée. Le mois prochain, le PSG officialisera la signature d'un faramineux contrat d'image de 150 M€ – au minimum – sur quatre ans avec la Qatar Tourism Authority. L'instance européenne trouvera-t-elle ces sommes en rapport avec la réalité du marché et aux normes des transactions en matière de droits d'image ? Osera-t-elle s'attaquer de front à un club dont les propriétaires sont aussi ceux de Be In Sport, qui verse à l'UEFA 61 M€ par an pour les droits télé de la Ligue des champions et 16 pour ceux de l'Europa Ligue ?

« L'argent achète les votes, c'est clair, tranche Juca Kfoury, un journaliste brésilien très bien informé et influent. Et la position du Qatar est suspecte, cela ne fait aucun doute. Mais c'est difficile de démontrer les malversations et les magouilles. » Luc Dayan est un peu plus nuancé. L'actuel président de Lens connaît bien, et depuis longtemps, le Qatar. C'est un proche de la famille Al-Thani et il avait failli être à l'origine de l'arrivée des Qataris au PSG dès 2006. « Les Qataris ont un mode de fonctionnement à 360 degrés. Pour eux, le commerce, c'est la paix. Ils dialoguent avec tout le monde même s'ils savent être fidèles à ceux qu'ils connaissent depuis longtemps et ils sont sincères dans leur vision. Mais il faut faire un distinguo entre corruption et utilisation de sa puissance financière. Les Qataris n'ont fait qu'appliquer des méthodes historiques dans ce milieu. Les insuffisances et les incohérences des modes de gouvernance du sport sont en permanence

### DES MALVERSATIONS ET DES MAGOUILLES DIFFICILES À PROUVER

exploitées. Qu'a fait Coca-Cola en obtenant qu'Atlanta ait les JO d'été 1996, alors que c'était le centenaire des Jeux Olympiques et qu'ils auraient donc dû se dérouler à Athènes ? Je ne dis pas que je cautionne, mais si l'on critique cette décision, qu'on élargisse le débat et qu'on ne cible pas sans cesse le Qatar. » Universitaire américain, enseignant à Singapour, James M. Dorsey est l'un des plus fins spécialistes du football de cette région du Moyen-Orient. Il estime que « les Qataris ont été très malins. Ils ont exploré toutes les zones d'ombre et été jusqu'au bord de la falaise, mais, selon moi, ils n'ont pas franchi la ligne jaune. »

**RENOIS D'ASCENSEUR ET HYPOCRISIE STRUCTURELLE.** Cette géométrie des connivences et cette toile d'araignée des renvois d'ascenseur sont très troublantes. Au mieux, elles autorisent à se poser des questions, au pis à s'inquiéter pour l'avenir. Michael Garcia apportera-t-il les preuves que le Qatar a réellement dépassé les bornes ? Aura-t-il les coudées assez franches pour aller éventuellement aussi loin ? Ce n'est pas sûr tant le problème de la corruption est à la fois récurrent et structurel au sein de la FIFA. Et, si tel était le cas, la World Company du football se trouverait très embarrassée face à l'hypocrisie de ses réglementations. « Le nouveau code d'éthique permet de suspendre des personnes, mais pas des pays, rappelle Hans-Joachim Eckert, président de la Chambre de jugement de la commission d'éthique mais aussi président du tribunal pénal de Munich. Pour cela, il faudrait modifier les règlements. Mais ce ne serait pas juste vis-à-vis d'une nation et de ses milliers de licenciés. » Vraiment ?

Troisième réserve mondiale de gaz, le Qatar dépense sans (trop) compter pour « son » Mondial.





## OUI, PARCE QUE LE CAHIER DES CHARGES NE VA PAS POUVOIR ÊTRE RESPECTÉ !

Les membres du comité exécutif de la FIFA n'ont pas tous le même niveau d'implication et de curiosité. En plus de Sepp Blatter, son président, un seul d'entre eux a pris connaissance de l'intégralité des rapports d'évaluation des cinq candidatures retenues pour accueillir la Coupe du monde 2022 – Qatar, États-Unis, Australie, Japon et Corée du Sud. Tout indique qu'il s'agirait de Franz Beckenbauer. Le jour du vote, ses collègues se sont contentés de forger leur intime conviction sur la base d'un résumé. S'ils s'étaient montrés plus méticuleux, ils auraient peut-être été plus sensibles à la part de « haut risque » entourant le projet du Qatar. « Oui, notre rapport a pointé un risque majeur lié à la chaleur, raconte le Chilien Harold Mayne-Nicholls qui présidait la commission technique. Les Qataris nous ont présenté un système de réfrigération de l'eau permettant de réduire la température à 20-22 °C sur la pelouse et dans les tribunes, alors qu'il faisait 34 ou 35 °C à l'extérieur. Mais c'était dans un petit stade de 20 000 places. Sera-t-il possible d'adapter ce procédé à des stades de 60 000 personnes ? La probabilité existe que ce ne soit pas le cas. La qualité du jeu pourrait alors en souffrir. » Médecin de l'équipe cycliste de la Française des Jeux, Gérard Guillaume est formel sur ce point : « Jouer au foot par des températures dépassant les 50 °C, comme c'est le cas l'été au Qatar, c'est de la folie furieuse.

On prend là une lourde responsabilité. On fait fi de la santé des joueurs et on met leur vie en péril. »

**L'ÉTÉ SERA (TROP) CHAUD...** De la taille d'un dé à coudre à l'échelle planétaire, l'émirat possède la troisième réserve mondiale de gaz après la Russie et l'Iran. Sa surface financière est évaluée à 540 milliards d'euros. Il lui suffit de tourner d'un cran le robinet de ses liquidités pour relever les défis technologiques les plus insensés. Pour la Coupe du monde, douze stades seront construits, d'une capacité allant de 43 000 à 86 000 places. Ils seront tous climatisés ainsi que les centres d'entraînement des équipes qualifiées. « Et alors, s'agace presque Philippe Piat, une Coupe du monde ne se limite pas à ça ! Il y a aussi le public, l'ambiance, tout ce qui se passe autour d'un tel événement. Pour moi, il est impensable d'aller jouer là-bas durant les mois de juin et de juillet. Mais il fallait peut-être réfléchir au problème avant... » Pour le coprésident de l'Union nationale des footballeurs professionnels (UNFP) et le vice-président de la FIFPro, la Fédération internationale des footballeurs professionnels, le doute n'est déjà plus permis : « C'est obligatoire, la discussion va venir sur le tapis et un aménagement du calendrier va être étudié. J'en suis sûr, on va changer les dates. La FIFPro est favorable à ce que l'on joue à une période moins exposée pour les joueurs, c'est à dire en novembre-décembre. » Depuis plus de deux ans, quasiment depuis la désignation du Qatar, Michel Platini milite pour cette solution. Le président de l'UEFA rêve de calquer le déroulé des saisons sur la chronologie d'une année civile. C'est l'un **SUITE PAGE 18**

**DOUZE STADES  
DE 43 000  
À 86 000 PLACES  
SERONT  
CONSTRUITS**

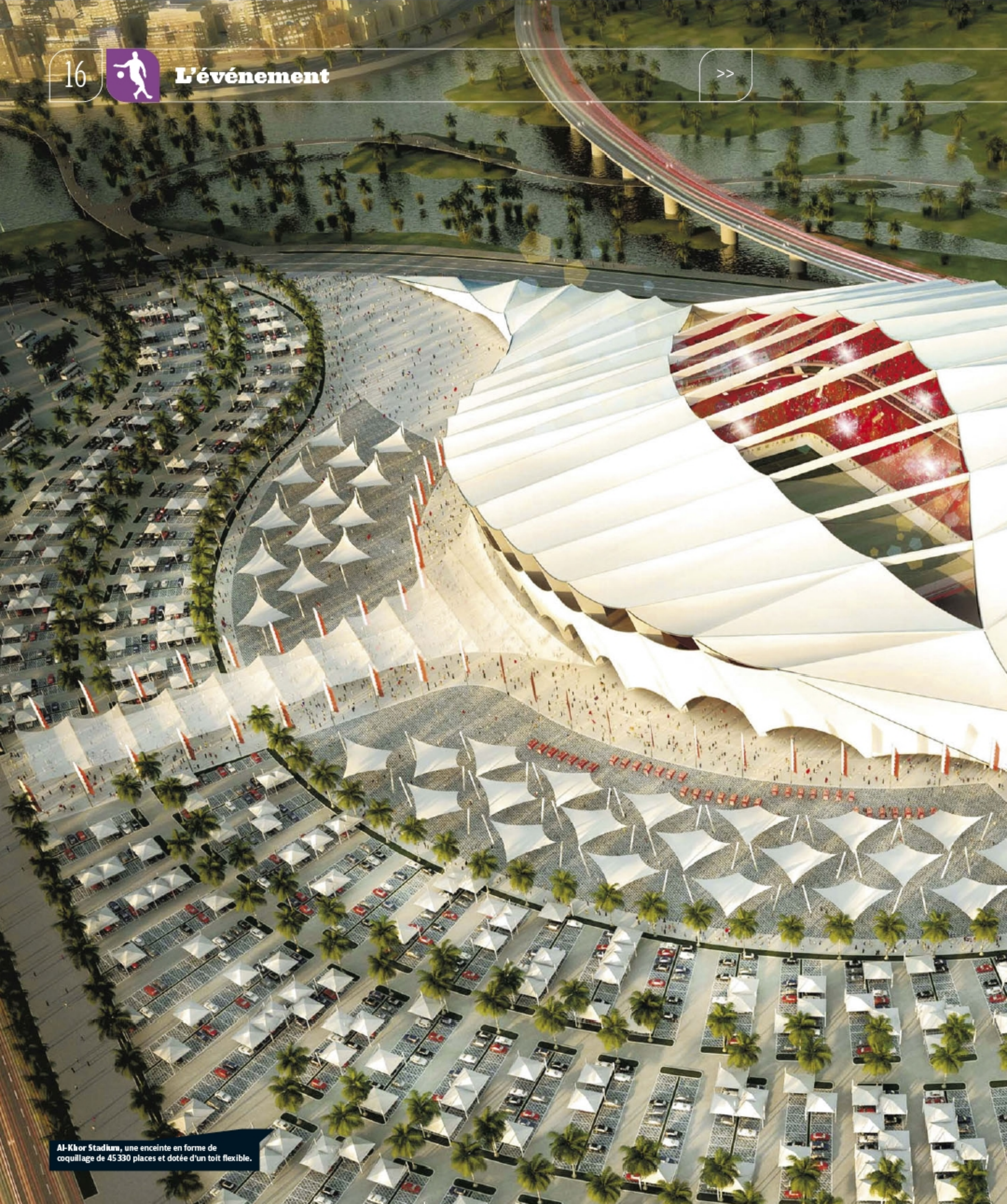
## 33,75 M€ POUR SE FAIRE CONNAÎTRE

En 2010, les Qataris ont dépensé 33,75 M€ en frais de communication afin de promouvoir leur candidature. 8,25 M€ ont été utilisés pour la promotion directe de la candidature, notamment lors de congrès comme celui de la CAF en Angola ; 20,9 M€ ont été dépensés en campagnes publicitaires et opérations de marketing ; 4,9 M€ ont été versés au titre des relations publiques. À titre de comparaison, les budgets totaux des autres candidats pour 2022 étaient de 26,6 M€ pour l'Australie, 11,75 M€ pour les États-Unis, 9,4 M€ pour la Corée du Sud et 7,9 M€ pour le Japon, coûts opérationnels et frais liés à la création du dossier compris. ■



L'Aspire Academy de Doha, un complexe sportif haut de gamme censé former les futurs talents du pays.





Al-Khor Stadium, une enceinte en forme de coquillage de 45 330 places et dotée d'un toit flexible.



## La position officielle des Qataris

# « NOUS AVONS RESPECTÉ L'ÉTHIQUE ET LA MORALE »

**INVITÉ À S'EXPRIMER SUR LES SOUPÇONS DE CORRUPTION VISANT LE QATAR, LE COMITÉ D'ORGANISATION DE LA COUPE DU MONDE 2022 NOUS A RÉPONDU PAR MAIL PAR L'ENTREMISE D'UN PORTE-PAROLE OFFICIEL.**

**« Les accusations de corruption se sont multipliées à l'égard du Qatar, notamment dans la presse anglaise. Sont-elles fondées ?**

Les gens qui ont porté ces accusations ont été discrédités par la nature même de leurs accusations car elles n'avaient aucun fondement. Nous avons obtenu l'organisation de la Coupe du monde 2022 en respectant, du début à la fin, les plus hauts standards d'éthique et de morale tels qu'ils étaient définis dans les règlements et le cahier des charges.

**Michael Garcia, le président de la chambre d'instruction de la commission d'éthique, a indiqué qu'il enquêterait sur les attributions des Coupes du monde 2018 et 2022. Quelle sera votre position s'il apporte des preuves formelles concernant celle de 2022 ?**

Michael Garcia a déclaré publiquement que la portée de ces investigations dépendrait des faits et des circonstances. Il a aussi dit que si quelque chose s'était produit dans le passé qui justifie une enquête, il l'ouvrirait. De notre côté, nous avons toujours affirmé que nous étions prêts à coopérer à toute enquête qui se justifierait.

**Le Qatar est-il favorable à une Coupe du monde organisée en hiver, comme le réclament Michel Platini et les Européens ? Allez-vous en faire la demande auprès du comité exécutif de la FIFA ?**

Notre position n'a pas changé. Nous avons expliqué à plusieurs reprises que nous nous étions portés candidats à l'organisation d'une Coupe du monde en été et nous faisons en sorte de livrer une compétition qui puisse se dérouler à cette saison. À moins qu'il n'y ait un consensus au sein de la communauté internationale du football pour mettre en place une alternative.

**Êtes-vous confiant et optimiste au point d'affirmer que la Coupe du monde 2022 aura bien lieu au Qatar ?**

Nous sommes à 100 % confiants et optimistes à ce sujet. Nous sommes concentrés sur la nécessité de tenir nos engagements et de faire en sorte que la première Coupe du monde au Moyen-Orient soit un événement réussi qui relie les cultures et laisse un héritage derrière lui. » ■





Djibril Cissé, actuellement prêté à Al-Gharafa, troisième du Championnat local.



KARIM JAAR/AFAP

**SUITE DE LA PAGE 15** des chevaux de bataille de celui qui pourrait briguer la présidence de la FIFA en 2015. Ce rééquilibrage entre hiver et été serait le plus efficace antidote contre un inconcevable doublon avec les Jeux Olympiques d'hiver programmés en janvier-février 2022. Organisateur des Jeux, le Comité international olympique (CIO) est très pointilleux sur la cohérence de ses calendriers comme sur le respect de son cahier des charges. Dans ce domaine, le CIO se démarque de la FIFA et n'a pas la même façon d'utiliser un thermomètre. En mai 2012, il a écarté la candidature de Doha et retenu trois villes pour postuler à l'organisation des Jeux Olympiques d'été 2020 : Istanbul, Madrid et Tokyo. Ce nouveau refus essuyé par les Qataris – après celui des Jeux 2016 attribués à Rio – n'a pas été motivé par des raisons techniques, mais climatiques. L'été, dans la capitale du Qatar, le CIO considère qu'il fait trop chaud pour courir, sauter ou lancer le poids. À titre dérogatoire, Doha avait été autorisé à présenter un dossier pour accueillir les Jeux, non pas durant la période traditionnelle, du 15 juillet au 30 août, mais en automne, du 2 au 18 octobre. Sans aucun

### LE POINT D'INTERROGATION DE BLATTER

## La FIFA refait ses chambres

Secouée par de multiples affaires de corruption, la FIFA a mis en place un plan de réformes de sa gouvernance lors de son congrès de Budapest, en mai 2012. Le nouveau code d'éthique a permis la création de deux chambres ayant des compétences en matière d'instruction et de jugement. La chambre d'instruction, dont Noël Le Graët, le président de la FFF, est l'un des membres, est présidée par l'Américain Michael J. Garcia et elle est habilitée à diligenter des enquêtes. Celle de jugement est présidée par l'Allemand Hans-Joachim Eckert et est, pour sa part, en mesure de prendre des sanctions. ■

succès.

Habitué aux contorsions politiques et aux zigzags électoraux, Sepp Blatter ne s'est jamais offusqué que la FIFA s'empressât d'accorder aux Qataris ce que son cousin de Lausanne leur a refusé à deux reprises. « Quand on a ouvert les dossiers de candidature, il était entendu que la Coupe du monde se jouerait en juin 2022. On n'a pas découvert aujourd'hui qu'il faisait très chaud au Qatar en cette saison, a-t-il rappelé à l'occasion de la remise du Ballon d'Or à Lionel Messi, le 7 janvier dernier. Le comité exécutif a pris la décision d'aller là-bas parce que ce pays avait démontré qu'il était possible de présenter des stades avec des conditions de jeu normales. » Pour le président Blatter, cette Coupe du monde au Qatar « n'est pas du tout » un sujet d'inquiétude. À la fois politique et évolutif, son discours évite pourtant les prises de position trop définitives, comme lors de l'entretien accordé à *FF* au début du mois.

« En Russie, le pouvoir central a pris la compétition en main. Pour le Qatar, il reste un point d'interrogation, savoir si on joue l'été ou pas, admet le Valaisan.

- Si le Qatar émettait l'hypothèse de déplacer la Coupe du monde, la FIFA pourrait donc examiner cette demande ?

- Elle le devrait.

- La proposition du changement de saison doit-elle venir de vous ?

- Non. Elle doit venir du Qatar, et les Qataris le savent très bien. Mais ils sont très malins et ils ont récemment déclaré : « On ne nous a encore rien demandé. » Mais aussi longtemps que je serai là, la proposition de jouer à une autre période devra venir d'eux. Ensuite, le comité exécutif dira si c'est faisable ou pas. »

**LES AMÉRICAINS ARCHIFAVORIS EN CAS DE RETRAIT DU QATAR.** Selon nos informations, deux cabinets d'avocats suisses sont déjà en train d'étudier, à la virgule près, le texte de l'appel d'offres de la FIFA. On ignore encore la teneur de leurs conclusions, mais elles seraient ambiguës. Cette démarche est bien la preuve que les conséquences d'un éventuel glissement de dates sont envisagées. Quels pourraient être le nombre et la nature des recours engagés par les quatre autres candidats éconduits si le cahier des charges sur lequel ils avaient construit leur stratégie – et dépensé des millions, en vain – était subitement modifié ? Dans n'importe quel autre domaine ou marché, un tel scénario déclencherait illico une avalanche de poursuites et de plaintes auprès des tribunaux. Interrogé à ce propos en fin d'année dernière, Sepp Blatter n'avait pas écarté l'hypothèse d'un ouragan judiciaire : « La FIFA n'en sortirait pas grandie, je peux vous le dire. Si on change quelque chose, vous verrez la réaction des autres candidats ! Si la condition de base est modifiée, que va-t-il se passer ? »

Pour l'instant, le flou est total et subtilement entretenu. Du côté des États-Unis, on se montre d'une extrême prudence. Sunil Gulati, président de la Fédération et tête pensante de la candidature américaine pour 2022, se refuse à tout commentaire. « Nous ne voulons pas formuler d'hypothèses sur une hypothèse », nous a-t-il fait savoir par la voix de Neil Bueth, le directeur de la communication de la Fédération US. Pourquoi autant de prudence ? Les Américains seraient archifavoris pour récupérer le Mondial 2022 dans l'éventualité d'un retrait ou d'une mise à l'écart du Qatar. Pour eux, l'attitude la plus sage consiste à attendre et voir. Ce que leur compatriote Michael Garcia va ramener dans ses filets, par exemple... Les Japonais ne sont pas plus diserts, mais pour un autre motif. Ils savaient n'avoir aucune chance, et leur acte de candidature était avant tout un outil promotionnel, une vitrine pour leur technologie. La page est tournée.



L'Australie ? C'est autre chose. Les Australiens ont le plus mal digéré leur échec de décembre 2010. En public, ils s'évertuent à calmer le jeu. En privé, leur posture est différente et leur courroux n'est pas retombé. « Je vous le répète, un changement de dates doit venir de l'intérieur », insiste Blatter, comme pour inciter des tiers à prendre l'initiative. Pour le président de la FIFA, une telle décision doit de toute façon être « prise à la fin de la Coupe du monde 2014 au Brésil », c'est-à-dire avant la fin de son dernier mandat – en principe – qui s'achèvera un an plus tard.

Cela laisse un peu de temps pour convaincre les indécis. La Premier League anglaise a déjà exprimé son opposition à un projet jugé « inacceptable et impossible à mettre en pratique ». En habiles et lucides négociateurs, les Qataris refusent d'entrer dans la discussion mais ils ne ferment aucune porte.

La faisabilité d'un changement de dates ne figure pas à l'ordre du jour de la dixième assemblée générale de l'Association européenne des clubs prévue les 5 et 6 février. Forte de 207 membres, l'ECA est présidée par Karl-Heinz Rummenigge, un partisan déclaré d'une réforme du calendrier (voir page 12). La Coupe du monde 2022 s'invitera donc forcément au programme de ces deux jours de travaux auxquels soixante-cinq autres clubs du monde entier ont été conviés (Corinthians, Santos, Boca Juniors, Adélaïde, Toronto, Kashima Antlers). Faut-il s'en montrer surpris ? Ce rassemblement stratégique et symbolique aura lieu... à Doha. Aux frais du prince, évidemment.

**LA PEUR D'UN SCANDALE PLANÉTAIRE.** C'est la version officielle de la FIFA. Placer le Qatar au cœur du monde en 2022 répond à une logique d'ouverture vers de nouveaux horizons encore inexplorés. Mais, en prenant

**POUR  
DISCUTER D'UN  
REPORT, LE PRINCE  
INVITE LES PLUS  
GRANDS CLUBS DE  
LA PLANÈTE**

l'option découverte, l'instance internationale s'est propulsée malgré elle sur un autre terrain, celui de l'étendue de ses malveillances et de ses anachronismes. Cette désignation inattendue et saugrenue a eu un effet grossissant sur les multiples dérives d'une instance pourrie de l'intérieur par des années de tripatouillages. Pour accroître ses rentrées d'argent – plus de 30 % d'augmentation pour les droits télé et marketing –, le comité exécutif avait accepté de procéder à une double désignation, une première depuis le milieu des années 60. Le 2 décembre 2010, à Zurich, les pays hôtes des Coupes du monde 2018 et 2022 ont été désignés le même jour et au même endroit. Sans entrer dans les détails, Sepp

Blatter a reconnu après coup qu'il s'agissait « d'une grave erreur ».

Ce scénario a permis au Qatar de reproduire jusqu'à la caricature les schémas des allégeances tarifées en vigueur depuis des années au sein de la FIFA, surtout depuis qu'elle génère des milliards de dollars de profit. « Peu importe combien les Qataris dépenseront en armes ou en mercenaires, ils seront toujours incapables de se défendre, décrypte James M. Dorsey. Pour eux, accueillir un tel événement, c'est une façon de s'intégrer intimement dans la communauté internationale pour être sûrs qu'elle assure leur protection en cas de besoin. » Les enquêtes en cours établiront jusqu'où le Qatar est allé pour se fabriquer une sécurité nationale et s'offrir une légitimité internationale. Le faisceau d'indices concordants que nous avons reconstitué en restera peut-être au stade des clignotants. Faute d'éléments tangibles, par manque d'une palette de sanctions adaptée ou, tout bêtement, par peur d'un scandale planétaire.

Mais la FIFA ne pourra pas se soustraire pour autant à un examen de conscience. En misant sur le Qatar, elle s'est placée en équilibre précaire sur le fil d'un rasoir. Jamais depuis 1930 et la première Coupe du monde, en Uruguay, il n'a été question de réviser en cours de route le cahier des







charges et de faire disputer la compétition phare du football mondial en dehors de la sacro-sainte période juin-juillet. De plus, le Qatar est un territoire à multiples facettes, déroutant à plus d'un titre. Il tente de donner l'image apaisante d'un régime fiable sur la voie de la démocratisation, mais il est encore une monarchie absolue, plus instable qu'il ne veut le laisser croire. L'émirat a été secoué par deux coups d'État depuis son accession à l'indépendance, en 1971 (en 1972, puis en 1995). Critiquer, même indirectement, la famille régnante est un crime puni par la loi. Le poète Muhammad al-Ajami, alias Ibn al-Dhib, en a fait la pénible expérience. En novembre 2012, il a été condamné à la prison à perpétuité pour un poème célébrant le récent printemps arabe. Les conditions de vie et de travail de la main-d'œuvre immigrée – qui construit les stades de 2022 – ont poussé la Confédération syndicale internationale (CSI), qui regroupe 311 organisations de 155 pays, à demander à la FIFA de reconsidérer son choix et à déposer une plainte officielle, le 18 janvier, auprès de l'Organisation internationale du travail. Au Qatar, 80 % de la population est composée de travailleurs n'ayant pas la nationalité qatarie.

## UN DÉBAT AU CŒUR DE LA PRÉSIDENTIELLE DE 2015

**LES PLANS CONTRARIÉS DE M. SEPP.** « Donnez-moi le nom d'une démocratie exemplaire », rétorque Sepp Blatter, feignant d'ignorer son grand dessein personnel pour passer à la postérité. Avant de se retirer, il rêvait d'un ultime tour d'honneur pour la Coupe du monde : la Russie en 2018, les États-Unis en 2022, pour terminer par la Chine en 2026. C'est raté. Le si malicieux M. Sepp a-t-il vraiment abandonné cette idée ? La FIFA ira-t-elle au bout de son opération de réhabilitation entamée en septembre 2012 avec la création d'un groupe de travail pour dépoussiérer ses statuts ? Le 31 mai, son congrès approuvera-t-il les nécessaires réformes à mettre en œuvre pour en finir avec le manque d'éthique, l'absence de transparence et la légèreté des comportements ? En interne, des voix s'élèvent pour que certains hauts dirigeants ne se servent plus du foot, mais songent d'abord à le servir. Ce débat pourrait très vite devenir l'un des enjeux de la présidentielle de 2015. « Je vous garantis qu'on n'a pas fini d'entendre parler du Qatar », a lancé Blatter en fin d'année dernière. Il n'a pas précisé si ce serait en mal ou en bien... ■ É. C. EPH. A.

## DES ENCEINTES FUTURISTES



Ash-Shamal Stadium.



Deha Port Stadium.



Al-Gharafa Stadium.



Sports City Stadium.

## Combien de morts pour construire les stades ?

« Davantage de gens mourront en construisant les stades de la Coupe du monde 2022 au Qatar que de joueurs y participeront. » Cette phrase choc, et choquante, a été prononcée, le 1<sup>er</sup> décembre 2012 à Doha, par Sharan Burrow lors d'une manifestation initiée par la Confédération syndicale internationale (CSI), organisation dont il est le président. Une manifestation sans précédent, dans le cadre d'une campagne de sensibilisation aux conditions de vie et de travail des 1,2 million de travailleurs immigrés – dont beaucoup sont issus du sous-continent indien – aujourd'hui présents dans l'émirat. Ils représentent 94 % de la main-d'œuvre totale au Qatar.

**PASSEPORTS CONFISQUÉS POUR LES OUVRIERS NÉPALAIS.** Recrutés par des agences locales qui perçoivent au passage des droits d'inscription très importants, pouvant atteindre l'équivalent d'un an de salaire, ces immigrés sont soumis au code qatari du travail. Très restrictif, ce code du travail n'a entériné que six des presque deux cents conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT, agence des Nations unies). Comme l'a rappelé un rapport de l'ONG basée à New York Human Rights Watch publié en juin 2012 (sous le titre Construire une meilleure Coupe du monde, rapport qui fut transmis à la FIFA, assorti de recommandations), la loi qatarie interdit à ces

immigrés d'appartenir à un syndicat ou d'en former un. Les salaires pratiqués sont de 300 \$ par mois en moyenne, alors que le PIB par habitant dépasse les 100 000 \$, selon la CIA. Un électricien népalais nommé Narayan Nepali, récemment revenu dans son pays natal, a décrit ainsi son expérience à *The Equal Times*, site d'informations lié à la CSI : « Les Népalais sont méprisés, ou traités comme des esclaves. Nos passeports ont été confisqués à notre arrivée. » Il a aussi raconté comment l'un de ses camarades avait trouvé la mort dans un accident du travail. Aucune statistique officielle n'est disponible, même si les autorités népalaises avancent le chiffre de soixante-treize décès pour la seule année 2012, des décès dont la cause est parfois difficile à établir.

Le comité suprême de Qatar 2022 a répondu à la requête de Human Rights Watch en mai 2012 par la bouche de son secrétaire général, Hassan al-Thawadi, qui exprimait son désir « d'accepter l'offre d'un dialogue », tout en reconnaissant que « beaucoup restait à faire » et affirmant que la Coupe du monde 2022 avait « donné à notre pays un moyen d'accélérer le progrès, que ce soit dans le domaine du travail ou d'autres ». Les mots étaient encourageants. Mais les actes se font attendre. ■ PH. A.

